

Covid-19 : les sénateurs vont «accompagner» le gouvernement sur le passe sanitaire, assure Retailleau

La chambre haute a donné un premier feu vert en commission au projet de loi qui prévoit l'obligation vaccinale pour les soignants et l'extension controversée du passe sanitaire, mais a conditionné cette dernière au rétablissement de l'état d'urgence sanitaire.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 55 minutes



Le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau. ALAIN JOCARD / AFP

«On va vous accompagner sur le passe (sanitaire), mais bon sang, il nous faut des doses !», a lancé vendredi soir au gouvernement le chef de file des sénateurs LR Bruno Retailleau, à l'ouverture de la discussion du projet de loi anti-Covid au Sénat. «La pire des solutions c'est le confinement, et le passe c'est sans doute la moins mauvaise», a-t-il déclaré.

Les sénateurs ont donné un premier feu vert en commission au projet de loi qui prévoit l'obligation vaccinale pour les soignants et l'extension controversée du passe sanitaire, mais ont conditionné cette dernière au rétablissement de l'état d'urgence sanitaire.

Le sénateur de Vendée a aussi interpellé le gouvernement sur la vaccination des personnes les plus à risque de développer des formes graves de Covid. «Pourquoi ne pas lancer une opération commando avec les médecins généralistes ?», a-t-il suggéré, soulignant qu'«il leur

faut des doses».

À voir aussi - Gaspard Koenig : «Le passe sanitaire est un risque énorme pour nos libertés»

La vaccination au centre des débats

«Est-ce que nous terminerons par une obligation de vaccination générale? Je le crois», a déclaré Alain Richard (RDPI à majorité En Marche). Pour le PS, «le seul chemin est celui d'une vaccination universelle». «Nous ne voulons pas d'un passe liberticide, nous voulons atteindre l'immunité collective», a affirmé Monique Lubin.

Si le gouvernement s'emploie à «booster» la vaccination, l'obligation vaccinale pour tous les adultes telle que demandée par les sénateurs PS ne permettrait pas de «donner un coup d'arrêt ici et maintenant à la propagation de l'épidémie», a affirmé le ministre de la Santé Olivier Véran. Les écologistes sont eux pour une généralisation de la vaccination, mais sans obligation.

Le président du groupe Les Indépendants Claude Malhuret a choisi l'ironie pour cibler les «antivax». «Notre droit le plus sacré à choisir la maladie plutôt que l'immunité était bafoué depuis Pasteur. Heureusement, comme Zorro, Facebook et Twitter sont arrivés, permettant à une avant-garde éclairée de se regrouper contre le fascisme vaccinal».

«Un outil de division de notre peuple»

Pour le centriste Philippe Bonnecarrère, la «*priorité, c'est la vaccination complète et le maintien des gestes barrière*». La présidente du groupe CRCE à majorité communiste, Éliane Assassi, a elle fustigé dans le passe sanitaire «*un outil de division de notre peuple*». À l'autre extrémité de l'hémicycle, Stéphane Ravier (RN) l'a qualifié, sous les protestations, d'«*ausweis sanitaire*».

Pour le rapporteur LR de la commission des Lois Philippe Bas, «*la flambée actuelle justifie des mesures d'urgence et d'exception pour lui donner un coup d'arrêt*». Mais il propose un dispositif «*à la fois plus simple, plus clair, plus efficace et plus respectueux des droits de la personne et des libertés*».

Parmi les modifications apportées en commission, le ministre a déjà exprimé son opposition à l'exemption des centres commerciaux du passe sanitaire. «*Si ça flambe, attendez-vous à ce que nous soyons obligés de les fermer et nous ne souhaitons pas les fermer*», a-t-il averti. Le Sénat se lancera samedi matin dans l'examen des articles du texte.

À voir aussi - Covid-19: Olivier Véran met en garde contre «un pic épidémique à la fin de l'été»